
Jeux d'échelles : réflexions sur la captivité des combattants britanniques au lendemain de la bataille de Saint-Cast (1758-1759)

Games of scale: thoughts on the captivity of British soldiers in the aftermath of the battle of Saint Cast (1758-1759)

Yann Lagadec et Stéphane Perréon



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/3665>

DOI : 10.4000/abpo.3665

ISBN : 978-2-7535-6497-8

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2017

Pagination : 29-56

ISBN : 978-2-7535-6495-4

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Yann Lagadec et Stéphane Perréon, « Jeux d'échelles : réflexions sur la captivité des combattants britanniques au lendemain de la bataille de Saint-Cast (1758-1759) », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 124-2 | 2017, mis en ligne le 17 juillet 2019, consulté le 02 janvier 2020. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/3665> ; DOI : 10.4000/abpo.3665

© Presses universitaires de Rennes

Jeux d'échelles : réflexions sur la captivité des combattants britanniques au lendemain de la bataille de Saint-Cast (1758-1759)

Yann LAGADEC

Maître de conférences, université Rennes 2 – EA-TEMPORA

Stéphane PERRÉON

Professeur agrégé au lycée de Bressuire, docteur en histoire – EA-TEMPORA

La bataille de Saint-Cast pourra, de prime abord, sembler désormais suffisamment connue pour qu'on n'y revienne pas une fois encore. Voire. La « découverte », fortuite, de plus de cent pièces d'archives concernant les « prisonniers anglois de la journée de St-Cast », dans les fonds des Archives départementales d'Indre-et-Loire, des documents totalement ignorés jusqu'alors des spécialistes du sujet qui, depuis le milieu du XIX^e siècle, s'étaient intéressés à la bataille livrée le 11 septembre 1758 sur la plage de la petite paroisse bretonne, montre qu'il n'en est rien¹. Se focalisant sur les sources bretonnes ou « parisiennes », – celles de l'État central –, les chercheurs avaient délaissé les dépôts d'autres provinces potentiellement concernées par cette « affaire² ». Ainsi, pour une part, de la Normandie

1. Arch. dép. d'Indre-et-Loire, C 284. La description de cette liasse dans l'inventaire-sommaire de la série C des archives départementales d'Indre-et-Loire est particulièrement succincte et ne donne aucun renseignement précis sur la nature des documents. Nous tenons à dire notre dette à l'égard de Samuel Leturcq, maître de conférences en histoire médiévale à l'université de Tours-François Rabelais, et de Marie-Ève Ouellet, docteure des universités Rennes 2 et de Montréal. De manière plus générale, cet article doit beaucoup à nos échanges avec David Hopkin, Hertford College, Oxford University, et aux suggestions de Brigitte Maillard, professeur émérite à l'université de Tours-François Rabelais : qu'ils en soient ici remerciés.

2. La critique vaut aussi pour les auteurs de ces lignes, l'« invention » de ces documents étant postérieure à la remise du manuscrit de LAGADEC, Yann, PERRÉON, Stéphane (en collab. avec David Hopkin), *La bataille de Saint-Cast (Bretagne, 11 septembre 1758). Entre histoire et mémoire*, Rennes, PUR, 2009.

voisine ; ainsi, très largement, de la Touraine par laquelle transitèrent, à compter d'octobre 1758, les captifs britanniques.

On en conviendra, le combat de Saint-Cast pesa sans doute moins sur le cours de la guerre de Sept Ans par ses conséquences militaires que par son impact « médiatique » : en France, la victoire, aussi modeste soit-elle, intervient quelques mois après Rossbach, quelques semaines après la perte de Louisbourg, contribuant à minimiser l'ampleur de ces deux revers, tandis qu'en Angleterre, la défaite vient illustrer, selon ses détracteurs, les incohérences de la politique de Pitt³. Il n'en reste pas moins que l'étude de ces prisonniers britanniques offre un « observatoire » de choix pour saisir les multiples dimensions de la captivité de guerre au siècle des Lumières : les sources, à la fois nombreuses et diverses, permettent en effet d'en éclairer la plupart des facettes.

La captivité y apparaît tout d'abord comme une expérience individuelle, qu'il convient de saisir dans ses dimensions sociales, culturelles, mais aussi tactiques : elle résulte – faut-il le rappeler ? – de faits militaires. Elle prend, dans un second temps, une dimension administrative pour le pays devant gérer les prisonniers, impliquant tous les échelons de l'appareil d'État et de ses relais locaux, des syndicats de la moindre bourgade au ministre de la Guerre. Elle est aussi et enfin une question internationale conduisant, dans le cas présent, les gouvernements français et britannique à chercher les moyens de pourvoir à la subsistance de ces prisonniers ou encore aux possibilités de les libérer et/ou de les échanger. Bref, on le voit : à défaut d'une histoire « totale » de la question de la captivité des « prisonniers anglois de la journée de S[ain]t-Cast », c'est une approche multiscalaire qui nous voudrions ici mettre en œuvre, illustrant, si besoin en était, toute la richesse de la réflexion sur ce sujet.

La captivité, une expérience individuelle

Saisir cette plus petite échelle de la captivité de guerre, celle vécue « au ras du sol », par les individus, est sans doute ce qu'il y a de plus difficile en ce qui concerne les événements de septembre 1758. En effet, si certains auteurs des récits écrits et/ou publiés dans les mois et les années qui suivirent l'événement connurent cette expérience au cours de leur carrière militaire, à l'instar du caporal britannique William Todd, pas un d'entre eux – à une exception près – ne fut directement concerné en cette année 1758⁴. Ce n'est donc souvent que de manière indirecte que l'historien parvient à saisir une captivité aux dimensions plurielles.

3. Rappelons cependant que les forces engagées côté britannique rassemblent de l'ordre de 25 % des capacités de l'*Army* et de la *Navy*. Le débarquement sur les côtes bretonnes n'est donc pas une opération de second rang.

4. TODD, corporal William, *The Journal of Corporal Todd, 1745-1762*, Stroud, Sutton, 2001, p. 226-238 ; il décrit sa courte captivité en Allemagne en novembre 1761.

Il convient tout d'abord de noter la diversité des conditions dans lesquelles les combattants britanniques, soldats ou officiers, marins ou membres de l'*Army*, tombèrent aux mains des Français. En effet, avant même la bataille du 11 septembre, un certain nombre d'entre eux avait été capturé. Passons, rapidement, sur le cas des « quelques hommes de Guernesey » qui, selon Walter Thomas, volontaire dans l'un des régiments des *Guards*, « étaient venus nous apporter des provisions et de l'alcool à Saint-Lunaire, furent faits prisonniers par l'ennemi après que nous avons quitté la place » le 8 septembre⁵ : il est le seul, semble-t-il, à mentionner le cas de ces civils qui ne sont pas des prisonniers de guerre à proprement parler. Plus nombreux semblent être les maraudeurs capturés alors qu'ils s'aventurent, malgré les ordres, au-delà des lignes britanniques à la recherche de quelque menu larcin et, notamment, de nourriture. Quétier de Saint-Éloy, petit noble des environs, évoque par exemple l'arrivée à point nommé d'un « petit détachement de nos troupes » au château de Gallinée, en cours de pillage le 9 septembre : les soldats français « tuèrent six de ces inexorables maraudeurs et en firent treize prisonniers » précise-t-il⁶. Plus que leur nombre, c'est en fait le sort de ces prisonniers qui est au cœur des – rares – témoignages britanniques les mentionnant. Selon Walter Thomas, une fois l'Arguenon franchi de vive force au Guildo le 9 septembre, les Britanniques auraient découvert que les miliciens postés sur la rive gauche de l'Arguenon auraient « pendus [*sic*] neuf grenadiers de l'un de nos régiments de ligne, qui étaient venus marauder là la nuit précédente⁷ ». Le fait est accrédité par un autre récit, celui d'un officier resté anonyme : il y évoque les pertes subies le 10 septembre par les troupes de Bligh, lors des escarmouches autour de Matignon, une trentaine d'hommes dont « onze [auraient] été faits prisonniers » : « L'un d'eux s'échappa, et raconta que ses camarades avaient été mis à mort d'une manière barbare⁸. » Une exécution sommaire de certains des pillards par des gardes-côtes outrés du comportement des Britanniques n'est bien évidemment pas à exclure. Mais ce qui ressort avant tout des témoignages laissés de part et d'autre de la Manche, c'est l'inefficacité relative de cette « petite guerre » des haies en termes de capture de prisonniers, en septembre comme en juin 1758⁹.

5. THOMAS, Walter, *A Journal containing every Transaction of Consequence of the Guards as well as of the Rest of His Majesty's Troops in the Late Expeditions on the Coast of France...*, [Londres], George Downing, 1758, p. 44.

6. LEMASSON, Auguste, *La descente des Anglais à Saint-Briac et leur défaite à Saint-Cast l'an 1758*, Saint-Brieuc, Guyon, 1923, p. 111.

7. THOMAS, Walter, *A Journal...*, *op. cit.*, p. 44.

8. *London Magazine*, octobre 1758, p. 517.

9. Selon *A Genuine and Particular Account of the Late Enterprise on the Coast of France, 1758, by an Officer in a Letter to a Friend*, Londres, R. Griffiths, 1758, p. 39, 30 hommes seulement ont été laissés derrière eux par les Britanniques lors de la descente de Cancale, certains recouvrant d'ailleurs la liberté au bout de quelques jours seulement. Selon Walter Thomas, le 9 juin, près de Cancale, « le *sutler* du 2^e régiment [des *Guards*] a été porté manquant, il a été fait prisonnier par la milice, mais rentra après le embarquement par l'intermédiaire d'un *flag of truce* » (THOMAS, Walter, *A Journal...*, *op. cit.*, p. 12). Le *Journal*

L'essentiel des prisonniers est, bien évidemment, capturé lors de la bataille, plus exactement, après la bataille. Les descriptions de la matinée du 11 septembre 1758 révèlent en effet combien se rendre n'est pas seulement une décision individuelle, les conditions du combat, sa violence paroxystique une fois les soldats du duc d'Aiguillon sur la plage, empêchant en effet toute reddition dans un premier temps. Plusieurs facteurs expliquent sans doute cette situation. Le désir d'en découdre des troupes françaises, une fois pour toutes, après les échecs de Cancale et Cherbourg, après les dévastations des jours précédents dans les campagnes bretonnes, n'est pas à exclure, même si les témoignages n'insistent guère sur ce point, préférant mettre en avant l'impérieuse nécessité que constitue la défense du territoire¹⁰. Mais l'attitude même des troupes britanniques sur la plage de Saint-Cast peut aussi avoir contribué à exaspérer cette violence : à en croire l'un des rares – le seul ? – témoignages d'un officier qui combat jusqu'à la reddition, le général Dury, commandant de l'arrière-garde, rappelant à ses hommes que « l'honneur de la vieille Angleterre dépend d'[eux] », les incite de la voix à « périr ou conquérir¹¹ ». Plus tard, alors que la pression française augmente et que l'issue de la bataille ne semble plus faire de doute, Dury, quelques instants avant de mourir, atteint d'une balle à la poitrine et d'une autre à la jambe, aurait demandé à ce que les *guards* et grenadiers vendent « cher [leurs] vies, car l'ennemi sera sans merci ». D'autres témoignages attestent de la difficulté de se rendre dans de telles conditions. Un autre officier britannique, qui eut, lui, la possibilité de rejoindre les vaisseaux de la *Navy*, note qu'au « début de l'action, les Français ne firent pas de quartier, ce qui poussa les vaincus à la terrible nécessité de se jeter à l'eau¹² ». Plusieurs insistent sur le comportement anormalement violent – voire brutal – de certains soldats français, notamment des miliciens garde-côtes, lors de la dernière phase de la bataille. Nombre de *Guards*, bien qu'acculés à la mer, préférèrent alors tenter leur chance en fuyant à la nage : se délestant « de leur équipement et de leurs vêtements, [ils] choisirent de nager au risque de leur vie plutôt qu'être faits prisonniers » écrit, quelques jours plus tard, un officier de la *Navy* qui,

circonstancié imprimé dès le 23 juin 1758 confirme la chose : à la date du mardi 13 juin, il note que « les ennemis envoyèrent un tambour à M^r d'Aubigny pour demander un homme fait prisonnier qu'ils ont dit vivandier du régiment des gardes à pie ; on envoya à St-Malo la lettre et Mr le duc d'Aiguillon jugea à propos de leur faire cette politesse. Cet homme fut renvoyé par mer dans une chaloupe proprement armée, il étoit conduit par le tambour-major du régiment de Boulonnois » (*Journal circonstancié de la flotte anglaise devant Saint-Malo, mouillée dans la baie de Cancale, Saint-Malo, s.n., 1758, p. 4*).

10. L'on peut noter que le caporal britannique William Todd, tout en déplorant le massacre que constitue selon lui la bataille, affirme pourtant le comprendre puisqu'il le voit comme la vengeance presque légitime de paysans dont le pays a été ravagé par le raid britannique : « il était exclu que nos hommes reçoivent le moindre quartier, étant donné que nous venions de brûler leur contrée et de la détruire de si abominable façon » (TODD, corporal William, *The Journal...*, *op. cit.*, p. 99).

11. Lettre d'un officier britannique prisonnier en France, datée de Saint-Malo, 20 septembre 1758, publiée dans le *Whitehall Evening Post*, 19/21 octobre 1758.

12. *London Magazine*, octobre 1758, p. 518.

à bord du *bomb-ketch Granado*, au plus près de la plage, a pu assister au combat¹³. Ce n'est que lorsque les Français « considérèrent que la journée leur serait favorable [qu']ils épargnèrent plusieurs personnes » écrit un dernier témoin¹⁴.

Le contraste entre la violence des scènes auxquelles ils ont assisté pendant le combat et le comportement des vainqueurs une fois que le bombardement de la flotte britannique a pris fin étonne les Britanniques. « Aussitôt que [le feu des navires] cessa, il serait injuste de ne pas le reconnaître, l'ennemi se comporta avec grande humanité » précise par exemple le rédacteur – sans doute un officier – de l'une des principales relations parues en Angleterre à l'automne 1758¹⁵. « Certains des Français, après la bataille, semblèrent très bien se comporter avec nos blessés qui avaient été laissés sur place et faits prisonniers » précise l'officier du *Granado*¹⁶. Selon Todd,

« après que leur rage fut quelque peu apaisée et qu'un général ennemi fut descendu à cheval jusqu'à la plage, voyant que nos hommes couraient dans l'eau et s'efforçaient de rejoindre à la nage les barges qui, à ce moment, n'étaient plus en mesure d'approcher du rivage par crainte des tirs ennemis, et que beaucoup d'entre eux se noyaient ou étaient tués dans l'eau, le général héla nos hommes en anglais et leur dit qu'il leur serait fait quartier, ce sur quoi 300 d'entre eux ont déposé les armes et été faits prisonniers¹⁷ ».

Cette attitude n'allait pas de soi, reconnaissent les Britanniques, plusieurs rapportant l'anecdote de cette intervention d'un général français – sans doute d'Aubigny, commandant de l'aile gauche, le premier sur la plage –, au contraire des récits français qui ne semblent guère s'attarder sur cet épisode, à l'exception de celui généralement attribué à M. de Couëssin¹⁸. La guerre aurait, à ce moment-là, retrouvé ses « dentelles »...

13. BOISSIÈRE, Cédric, HOPKIN, David, LAGADEC, Yann, PERRÉON, Stéphane, « La bataille de Saint-Cast, un événement "médiatique" européen (11 septembre 1758) », *Mémoires de la Société d'émulation des Côtes-d'Armor*, 2009, p. 119-120. L'officier de la *Navy* écrit : les soldats français « commirent une action ignoble que je ne leur pardonnerai jamais. Alors que nos navires étaient tous hors de leur portée, les méchants couards continuèrent à tirer des salves complètes sur nos hommes nus restés en arrière, et qui ne savaient pas nager, debout dans l'eau, avec seulement la tête qui dépassait ».

14. *London Magazine*, octobre 1758, p. 518.

15. *An Impartial Narrative of the Last Expedition to the Coast of France*, Londres, J. Wilkie, 1758, p. 19.

16. BOISSIÈRE, Cédric, HOPKIN, David, LAGADEC, Yann, PERRÉON, Stéphane, « La bataille de Saint-Cast, un événement "médiatique"... », art. cit., p. 120.

17. TODD, corporal William, *The Journal...*, op. cit., p. 99 et HOPKIN, David, LAGADEC, Yann, PERRÉON, Stéphane, RANNOU, André, « William Todd et Walter Thomas : deux regards britanniques sur la bataille de Saint-Cast (11 septembre 1758) », *Mémoires de la Société d'émulation des Côtes-d'Armor*, 2008, p. 19-20.

18. Il est vrai que M. de Couëssin, volontaire, œuvre là à valoriser le rôle du comte d'Aubigny afin de mieux dénigrer celui joué par le duc d'Aiguillon ; « Combat de Saint-Cast. Récit du militaire », *Annuaire dinannais*, 1836, p. 222-223.

Combien de Britanniques furent alors capturés sur la plage de Saint-Cast ? Nous passerons rapidement sur les détails d'une question encore en débat¹⁹. La seule certitude concerne le nombre d'officiers faits prisonniers, la liste en ayant été très rapidement publiée : 28 très exactement, 24 de l'*Army*, 4 de la *Navy*²⁰. Pour le reste, les évaluations fluctuent : à la date du 11 septembre, l'ingénieur Mazin avance le nombre de « sept cent trente-deux comptés un à un par le soussigné et en présence de M. le Duc, parmi lesquels il y avait trente officiers » en contradiction avec les quelque 640 qu'il décomptera le 12²¹ ; dans une lettre à Pitt en date du 13 septembre 1758, le général Bligh évoque pour sa part un courrier qu'il vient de recevoir du duc d'Aiguillon lui annonçant « qu'il y a environ trois ou quatre cents prisonniers », des chiffres corroborés tout d'abord par le commandant en chef lui-même qui écrit, le 11, au maréchal de Belle-Isle avoir « jusqu'à présent 4 à 500 prisonniers », ensuite par la lettre d'un officier britannique capturé après la bataille, qui, à la date du 20 septembre, avance le nombre de « 383 à 385 prisonniers, officiers compris²² ».

Plus intéressants pour nous sont sans doute les – trop – rares éléments sur la manière dont cette capture et la captivité qui suit sont ressenties : les témoignages directs manquent en effet cruellement, poussant l'historien à valoriser les quelques bribes d'informations réunies. Notons ainsi, par exemple, que, dans la lettre qu'il adresse à Pitt le 13 septembre depuis l'*Essex*, au mouillage en baie de Saint-Cast, Bligh mentionne d'abord la « liste des officiers faits prisonniers » ; celle des « officiers tués » – deux fois moins nombreux – ne vient que dans un second temps, comme si l'important était désormais le sort de ces captifs²³. Tout laisse entendre en effet le sentiment de frustration ressenti alors par les Britanniques, à commencer par les officiers qui, bien qu'ayant échappé à la captivité, publient des pamphlets et opuscules hostiles à Bligh dès l'automne 1758. La chose transparaît plus nettement encore dans les propos de quelques autres, prisonniers quant à eux, rapportés par le marquis de La Châtre, commandant de Saint-Malo, dans une lettre au maréchal de Belle-Isle,

19. LAGADEC, Yann, PERRÉON, Stéphane (en collab. avec David Hopkin), *La bataille de Saint-Cast...*, *op. cit.*, p. 253-268.

20. THOMAS, Walter, *A Journal...*, *op. cit.*, p. 51-52.

21. Coll., *Nouveau recueil de documents inédits sur la campagne et la bataille de Saint-Cast*, Saint-Brieuc, Société archéologique des Côtes-du-Nord, 1887, p. 218.

22. Lettre de Bligh à Pitt, publiée dans le *London Magazine*, septembre 1758, p. 435-436, COURSON, Aurélien de, *Descente des Anglais...*, *op. cit.*, p. 52 et *Whitehall Evening Post*, 19/21 octobre 1758. Par ailleurs, dans une lettre du 18 septembre 1758, l'intendant Le Bret mentionne la présence de 345 prisonniers à Dinan (Service Historique de la Défense, SHD/DAT, A¹ 3505, n° 330). Certes, ce décompte ne prend sans doute pas en compte les blessés ; certes, tous les prisonniers ne sont pas à Dinan, même si la plupart d'entre eux s'y trouvent. Ce chiffre laisse cependant penser que le nombre des prisonniers est peut-être plus proche de 500 que de 800.

23. *London Magazine*, septembre 1758, p. 436. Il en va de même d'ailleurs dans la brochure publiée quelques semaines plus tard par Walter Thomas, qui sert comme volontaire dans les *Guards* (THOMAS, Walter, *A Journal...*, *op. cit.*, p. 51-53).

ministre de la Guerre, en date du 14 septembre : « Les officiers prisonniers crient fort haut contre [Bligh] et ne doutent pas que son procès ne lui soit fait à son retour d'Angleterre²⁴. »

L'humiliation est d'autant plus profonde que la défaite de Saint-Cast, subie principalement par les unités d'élite de l'armée britannique – trois régiments des *Guards*, et les grenadiers d'une dizaine de régiments d'infanterie – vient ponctuer une série de débarquements réussis sur les côtes de France. Sur tout, l'affirmation de la victoire est passée, côté français, par toute une série de pratiques certes communes dans l'Europe du XVIII^e siècle, mais néanmoins durement vécues. Ainsi que le rapporte le chevalier Mazin, décrivant le rassemblement des prisonniers britanniques sur les hauteurs dominant la plage de Saint-Cast, « nos soldats les [ont] pour la plupart dépouillés et mis *in naturalibus*, c'est-à-dire ne leur ayant pas seulement laissé la chemise »²⁵. En agissant de la sorte, en ridiculisant cet *Autre* que ses comportements indignes au cours des jours précédents, dans les campagnes bretonnes, ont discrédité, les combattants français cherchent à renforcer encore l'ampleur de sa défaite. Certes, on « les rhabilla le mieux qu'il fut possible, en leur cherchant parmi les dépouilles de quoi couvrir leur nudité », avant de les ramener, pour certains au moins, à Saint-Malo, où les régiments de Boulonnois et Fontenay rentrèrent le lendemain 12 septembre « par pelotons, le laurier au chapeau, la plupart emportant avec eux des dépouilles de l'ennemi, comme sabres, espées, fusils qu'ils vendoient à grand marchez », symboles de la défaite subie par les Britanniques et, pour ces combattants français, autant de signes de leur victoire. Ce défilé dans la ville des prisonniers – parmi lesquels des officiers dénudés, accoutrés d'une « toilette [...] risible » – est une profonde humiliation à en croire le seul récit qui nous soit parvenu. L'auteur anonyme de cette lettre du 20 septembre évoque une marche pendant laquelle les 125 captifs transférés vers la ville auraient « été insultés au-delà de ce qu'il est possible de dire, par toutes les couches de la population, et exhibés afin de satisfaire la multitude, comme si des créatures de ce genre n'avaient jamais été vues auparavant²⁶ ». Le décalage est net ici entre le ressenti de cet officier – il décrit plus loin une « cavalcade », cortège que l'on pourrait rapprocher du charivari – et ce que nous disent les sources françaises, notamment en ce qui concerne l'accueil des plus éminents des captifs.

Les officiers ne sont en effet pas ceux dont les conditions de captivité sont les plus pénibles, loin s'en faut. L'auteur britannique de la lettre le reconnaît d'ailleurs à demi-mot : s'il semble, dans les premiers jours, retenu dans le château de Saint-Malo, il peut y recevoir la visite d'un joaillier hollandais, installé à Londres mais alors présent en Bretagne, lui avançant quelque argent, lui permettant surtout de faire passer la missive

24. COURSON, Aurélien de, *Descente des Anglais...*, op. cit., p. 61. Un procès de ce genre avait eu lieu fin 1757, après l'échec du raid britannique contre Rochefort.

25. LEMASSON, Auguste, *La descente des Anglais...*, op. cit., p. 74.

26. *Whitehall Evening Post*, 19/21 octobre 1758.

publiée, en Angleterre, dans le *Whitehall Evening Post*. Avant le 20, grâce à l'entremise de cet ami, il obtient le statut de prisonnier sur parole et quitte donc le château de Saint-Malo pour un logement bien plus confortable en ville. Son cas est loin d'être extraordinaire. Dès le 12 septembre semble-t-il, le duc d'Aiguillon recevait à sa table le plus prestigieux des prisonniers, Lord Cavendish, lors d'un repas donné à Lamballe. Dans les jours qui suivent, selon Mazin, « *Milord Cavendish [fut] conduit à Rennes, où l'on eut toutes sortes d'égards pour lui et sa compagnie* », ce que confirme une lettre du vainqueur de Saint-Cast en date du 13 septembre : il « *logera chez moi* » y écrit-il notamment « *et les autres dans des maisons particulières que j'ay fait arrêter à cet effet*²⁷ ». De telles attentions ne sauraient surprendre en ce siècle des Lumières. Dès ce 13 septembre au matin, un officier français avait par exemple été envoyé à bord du navire amiral britannique pour raccompagner les sauvegardes laissées par Bligh sur ses arrières pour éviter des pillages, y restant finalement jusqu'en fin d'après-midi, bien plus longtemps que prévu : « *ce qui me retarda* », explique-t-il dans sa relation, « *ce fut la prière que [les Britanniques] me firent d'attendre les malles et les domestiques qu'ils voulaient envoyer aux officiers prisonniers*²⁸ ». Très rapidement, il leur est d'ailleurs possible de correspondre avec l'Angleterre, ce qui permet au duc d'Aiguillon, le 9 octobre, d'écarter toute éventualité de nouvelle descente sur les côtes de Bretagne ou de Normandie pour 1758 : dans un courrier au duc d'Harcourt, commandant en chef en Normandie, il dit comment les « *lettres que les officiers prisonniers reçoivent de Londres* » sont en contradiction complète avec les renseignements glanés par d'autres moyens par le ministre de la Guerre, attestant de la désorganisation du corps expéditionnaire britannique consécutive à la défaite²⁹.

Les apparentes bonnes relations entre officiers « *capteurs* » et captifs, mais aussi entre officiers prisonniers et civils d'un certain rang, se poursuivent évidemment bien au-delà de ces lendemains de bataille. Il est ainsi de coutume de loger ces hôtes forcés de marque chez l'habitant. Dom Jamin, prieur du monastère bénédictin de Saint-Malo, décrit bien comment les autorités municipales vinrent le,

27. COURSON, Aurélien de, *Descente des Anglais...*, *op. cit.*, p. 57 et Collectif, *Nouveau recueil de documents inédits...*, *op. cit.*, p. 219. Selon Rioust des Villes-Audrains, « *M. le duc d'Aiguillon accorda aux mylords prisonniers tout ce qu'ils demandèrent ; il leur permit d'écrire à bord, de faire venir leurs suites et de choisir pour séjour la ville qui leur plairait le plus : ils ont choisi la capitale de la province* » (Collectif, *Saint-Cast. Recueil de pièces officielles et de documents contemporains relatifs au combat du 11 septembre 1758*, Saint-Brieuc, Prudhomme, 1858, p. 125).

28. LEMASSON, Auguste, « *Nouvelle relation de la descente des Anglais à Saint-Briac et de leur défaite à Saint-Cast en 1758, suivie d'une lettre inédite d'un officier du Fort La Latte* », *Mémoires de la Société d'émulation des Côtes-du-Nord*, 71, 1940, p. 288.

29. HIPPEAU, Célestin, *Le gouvernement de Normandie au XVII^e et au XVIII^e siècle d'après la correspondance des marquis de Beuvron et des duc d'Harcourt, lieutenants généraux et gouverneurs de la province*, Caen, Impr. Goussiaume de Laporte, 1863, vol. I, p. 245.

« trouver [...] de la part de M. de La Châtre [commandant de Saint-Malo], pour lui proposer des prisonniers anglais à loger dans les hostelleries de la maison. Le supérieur, pour obliger la ville, les accepta aux conditions qu'ils seroient nourris de chez les traiteurs, sans répondre de leur garde, ce qui fut convenu³⁰ ».

Dès le lendemain, un tapissier « vint en conséquence meubler les appartements. Les Anglais demeurèrent en cette maison au nombre de cinq maîtres, qui avoient chacun leurs domestiques ; plusieurs d'entre eux étoient blessés et se firent traiter » précise-t-il³¹. La vie de ces officiers ne semble pas d'ailleurs être des plus pénibles :

« Il fut question d'abord de les garder à vue comme prisonniers, mais on ne tarda pas à leur accorder toute liberté, excepté celle de découcher. La Communauté n'en fut point gênée ni le jour, ni la nuit. Ils auroient souhaité que les femmes eussent la liberté de venir à leur appartement, mais le supérieur ne voulut point y consentir³². »

Il en va autrement des simples soldats, dont le nombre et, plus encore sans doute, l'absence supposée chez eux de cet honneur propre aux officiers – notamment aux officiers nobles – rendent la proximité dangereuse, ainsi que le précise le 13 septembre une missive du duc d'Aiguillon au maréchal de Belle-Isle, affirmant avoir « fait conduire à Dinan les soldats prisonniers qui ne sont pas blessés³³ ».

Là, les conditions de détention sont bien plus pénibles. L'on n'a guère de témoignages datant de cette fin d'année 1758 mais, John Howard, célèbre pour l'attention qu'il porta aux prisons et détenus en tous genres dans la seconde moitié du XVIII^e siècle en Europe, lui-même prisonnier sur parole quelques mois plus tôt à Carhaix, avait pu alors correspondre avec des prisonniers de Dinan : dans l'ouvrage qu'il consacre à la question en 1777 – ouvrage traduit en français en 1788 –, il décrit des prisonniers « traités avec une telle barbarie, que plusieurs centaines y avoient péri, et que trente-six avoient été ensevelis à la fois dans une fosse³⁴ ». La situation avait-elle évolué depuis 1756-1757 et la captivité de Howard ? La chose n'est pas certaine, comme l'illustrent, *a posteriori*, les ravages de l'épidémie de dysenterie de 1779 parmi les prisonniers britanniques retenus ici, ancrant un peu plus encore la triste réputation que le château de la ville avait

30. LEMASSON, Auguste, *La descente des Anglais...*, *op. cit.*, p. 82.

31. *Ibidem*, p. 82. Selon dom Jamin, « les deux plus distingués étoient Caswale et Kouley, ce dernier étoit le fils d'un amiral d'Angleterre ». Il s'agit en fait du capitaine Caswell, des grenadiers des *Guards*, blessé sur la plage de Saint-Cast selon THOMAS, Walter, *A Journal...*, *op. cit.*, p. 51 ainsi que du capitaine Rowley, du *Montagu*, effectivement blessé en coordonnant le rembarquement sur la plage (lettre de Howe à Pitt, 12 septembre 1758, citée par BEATSON, Robert, *Naval and Military Memoirs of Great Britain, from 1727 to 1783*, Londres, J. Strachan, 1790, p. 273-274).

32. LEMASSON, Auguste, *La descente des Anglais...*, *op. cit.*, p. 82.

33. COURSON, Aurélien de, *Descente des Anglais...*, *op. cit.*, p. 56.

34. HOWARD, John, *État des prisons, des hôpitaux et des maisons de force*, Paris, Lagrange, 1788, tome II, p. 38-39. Howard note avoir réussi à faire procéder à l'échange des prisonniers de Dinan, en aucun cas d'avoir permis l'amélioration de leur situation.

acquise depuis la fin du XVII^e siècle au moins³⁵. L'évacuation en juin 1758, au moment de la descente contre Cancale, des centaines de prisonniers qui s'y trouvaient a sans doute permis d'améliorer temporairement la situation sur place : transférés vers Josselin, où ils passent plusieurs mois avant de gagner Fougères en février 1759, ils n'ont donc pas regagné Dinan à la période qui nous intéresse ici. Pourtant, il apparaît qu'en septembre 1758, le nouvel afflux de captifs – qui plus est, blessés pour la plupart, comme le laissent entendre plusieurs sources³⁶ – ait contraint à recourir à toutes sortes d'expédients. Certains des prisonniers sont alors détenus « chez les pères Cordeliers³⁷ ». L'on imagine – à défaut de pouvoir l'illustrer – les difficultés rencontrées par ces hommes, blessés, sans contact avec leurs officiers retenus pour la plupart à Saint-Malo ou à Rennes, sans argent, ne parlant pas français. Plusieurs meurent d'ailleurs dans les semaines qui suivent, ainsi qu'en attestent les registres paroissiaux de Saint-Sauveur de Dinan³⁸.

Dans ces conditions, les évasions, sans être fréquentes, ne sont pas rares. Dans son édition d'octobre 1758, *The Gentleman's Magazine*, publié à Londres, annonce ainsi l'arrivée le 24 septembre, à Sidmouth, de « sept Anglais qui se sont évadés du château de Dinan et sont revenus en barque [*open boat*]³⁹ ». L'événement en dit long non seulement sur le poids de la condition captive – en raison notamment, mais pas seulement, de l'insalubrité des lieux de détention, et notamment du château de Dinan – mais encore sur la faiblesse des moyens de surveillance des prisonniers, délaissée aux autorités locales : nous y reviendrons.

35. Sur cette question, HENWOOD, Philippe, « Les prisonniers de guerre anglais en Bretagne au XVIII^e siècle », dans : *Guerres et paix (1660-1815), Journées franco-anglaises d'histoire de la marine*, Vincennes, Service historique de la Marine, 1987, p. 73-91. Celui-ci rappelle que près de 10 000 prisonniers britanniques transitèrent par Dinan pendant la seule guerre de Succession d'Autriche; ils sont 570 en moyenne chaque mois entre septembre 1756 et septembre 1759, 1 835 au maximum au 30 avril 1757.

36. Bameulle de Lantillais, correspondant de la commission intermédiaire des états de Bretagne à Plancoët, est ainsi « appelé à donner des rafraichissemens aux blessés, tant François qu'Anglois, que l'on transportoit à Dinan et qui passèrent à Plancoët par trois divisions et dans deux jours consécutifs », les 11 et 12 septembre (Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, C 1085, Mémoire des dépenses et soins particuliers que le Sr de Lantillais, correspondant de la commission intermédiaire, a faites et pris [...] à l'occasion de la descente des Anglois, 19 septembre 1758).

37. LEMASSON, Auguste, *La descente des Anglais...*, op. cit., p. 74.

38. Ainsi de « Jeremith Hence, Irlandois de nation, prisonnier de guerre », décédé le 18 novembre. Notons cependant la difficulté pour l'historien de retrouver la trace de ces prisonniers décédés en France : parce que non catholiques, ils ne figurent ni dans les registres de sépultures des différentes paroisses de Dinan, ni dans ceux de l'hôtel-Dieu de la ville. Au 24 novembre 1758, 34 prisonniers britanniques sont encore soignés à l'hôpital général de Dinan.

39. *The Gentleman's Magazine*, vol. 27, oct. 1758. L'article précise que durant la traversée, qui dura trois jours, « ils tombèrent sur un vaisseau hollandais, auquel ils supplièrent de leur donner une petite quantité de pain et d'eau, ce qui leur fut refusé ». Ce type d'évasion n'est pas un cas isolé, la proximité relative des côtes britanniques permettant d'envisager une traversée en quelques jours, dans un sens ou dans l'autre d'ailleurs.

De manière plus générale, l'expérience individuelle qui est celle de la captivité de guerre – et, éventuellement, de l'évasion – prend ici une toute autre dimension : celle d'un problème administratif supplémentaire pour les autorités militaires et civiles, locales, on l'a dit, mais aussi, par ricochet, provinciales et nationales.

La captivité, un problème administratif pour les Français

Question essentiellement locale à l'origine – malouine, dinannaise, bretonne –, la gestion quotidienne des centaines de prisonniers britanniques faits à Saint-Cast constitue un problème administratif pour les autorités françaises⁴⁰. Rapidement transférés vers le Blésois, ils entraînent la mise en branle de toute la machine administrative de la France d'Ancien Régime : simples syndics des plus modestes communautés villageoises, maires des villes, étapiers chargés de l'approvisionnement des troupes, subdélégués de l'intendance, intendants eux-mêmes, commandant en chef, du moins en Bretagne, ministre enfin.

Ce transfert de Bretagne en Blésois trouve son origine dans une initiative du duc d'Aiguillon. Dès le 13 septembre 1758, c'est-à-dire deux jours seulement après la bataille, il demande ainsi au maréchal de Belle-Isle de le débarrasser de ces hommes « et de les faire passer à Saumur, à Angers ou à Tours », ajoutant : « Cette compagnie est aussi dangereuse qu'incommoder sur les costes et j'en ay bien assez de ceux de la marine⁴¹. » Il n'y a donc aucune considération humanitaire dans cette demande mais plutôt un souci « stratégique » : même si une troisième descente britannique semble fort improbable en cette année 1758 : Dinan, proche du littoral, est théoriquement à la merci d'un coup de main britannique, d'autant que les eaux territoriales de l'ennemi commencent, de fait, à quelques lieues des côtes bretonnes tant est manifeste la supériorité de la *Navy*. En juin de la même année, d'ailleurs, à la demande de M. de La Bretonnière, le gouverneur de Dinan, le commandant en chef, nous l'avons vu, avait décidé d'évacuer les marins britanniques enfermés à Dinan pour les éloigner du corps expéditionnaire du général Marlborough qui venait de débarquer à Cancale. Versailles partageait pleinement ces préoccupations puisque le ministre jugeait insuffisant le transfert à Saint-Méen, à une bonne trentaine de kilomètres vers l'intérieur des terres : « Est-ce assez de les tenir à huit ou dix lieues en arrière de Dinan ? Je voudrais que M. le duc d'Aiguillon prit le parti de les faire passer encore plus loin » écrit-il alors à l'intendant Le

40. Pour une mise en perspective du point de vue britannique, voir CHARTERS, Erica, « The Caring Fiscal-Military State during the Seven Years War, 1756-1763 », *The Historical Journal*, 2009, 52-2, p. 921-941 et « The Administration of War and French Prisoners of War in Britain, 1756-1763 », dans CHARTERS, Erica, ROSENHAFT, Eve, SMITH, Hannah (éd.), *Civilian and War in Europe, 1618-1815*, Liverpool, Liverpool University Press, 2012, p. 87-99.

41. Cité par COURSON, Aurélien de, *Descente des Anglais...*, p. 56. Notons que les villes de la vallée de la Loire accueillent régulièrement des prisonniers de guerre. Ce fut le cas, entre autres, de Hollandais pendant la guerre de Succession d'Autriche.

Bret⁴². Des raisons d'ordre « psychologique » pesaient aussi dans ce genre de décision, la tentation de l'évasion, voire de la révolte, demeurant plus forte parmi les prisonniers lorsqu'ils restaient proches des zones frontalières. Cette pratique de l'éloignement des espaces « à risques » relevait presque d'une tradition puisque, pendant la guerre de Trente Ans déjà, les prisonniers espagnols furent notamment envoyés dans l'Ouest de la France, en Normandie, Bretagne ou Poitou, en tout cas suffisamment loin des zones de combat⁴³. Au milieu du XVIII^e siècle, le choix des généralités du centre du royaume semble assez fréquent. Ainsi, les Hollandais faits prisonniers à Bruxelles au début de l'année 1746 sont-ils envoyés dans l'Orléanais, la Touraine, l'Anjou, le Maine, le Berry et en Haute Normandie⁴⁴. Enfin, comme le souligne avec justesse le duc d'Aiguillon, la Bretagne accueille déjà de nombreux prisonniers britanniques, marins pour la plupart : sur un total de 2925 « Anglois » captifs dans le royaume, 1712 séjournent alors dans la province, pour l'essentiel à Saint-Malo, Dinan et Josselin⁴⁵. Largement accaparé par la défense du littoral, le commandant en chef entend par conséquent régler une partie du problème logistique posé par la présence de près de 2000 captifs britanniques en obtenant le transfert hors de Bretagne de plusieurs centaines d'entre eux.

Dès le 22 septembre, le ministre avertit l'intendant de Tours, Lescalopier, que « le Roy [a] pris la résolution [...] de faire conduire dans l'Orléannois les prisonniers de guerre anglois qui sont en Bretagne », son homologue de Bretagne recevant certainement une missive semblable⁴⁶. Le transfert, toutefois, n'intervient qu'au début du mois de novembre, compte tenu des délais d'acheminement du courrier et, plus encore, des préparatifs indispensables à l'accueil d'une telle troupe dans de petites localités. À l'instar de ce qui est prévu pour l'armée française, qu'il s'agisse d'un régiment complet, d'une simple compagnie, voire de quelques hommes, le trajet des prisonniers est fixé par une « route », document administratif précisant tous les lieux d'étape. Celle envoyée par le maréchal de Belle-Isle est d'ailleurs modifiée – certainement pour des nécessités matérielles – par le duc d'Aiguillon, comme il en a tout à fait le droit⁴⁷. Si, en l'absence de sources,

42. Lettre de juin 1758, citée par BINET, Henri, « La défense des côtes de Bretagne au XVIII^e siècle. Études et documents », *Revue de Bretagne*, août 1912, p. 86. Les prisonniers de Dinan sont finalement transférés dans le château de Josselin.

43. CORVISIER, André, « Quelques aspects de la captivité militaire au XVII^e siècle : le sort des prisonniers de guerre espagnols en France de 1635 à 1648 », dans *Les hommes, la guerre et la mort*, Paris, Economica, 1985, p. 330.

44. SHD/DAT, 1 M 174, Mémoire sur la campagne de 1745, p. 161. Dans ce cas précis, toutefois, l'éloignement par rapport aux frontières constituerait une forme de représailles contre l'acharnement belliqueux des Provinces-Unies, les captifs autrichiens et hanoïens étant mieux traités et volontiers échangés.

45. SHD/DAT, A¹ 3505, n° 340, état des prisonniers anglais en France, sans date [très probablement septembre 1758].

46. Arch. dép. Indre-et-Loire, C 284, lettre du 22 septembre 1758.

47. Sur les pouvoirs du commandant en chef en ce qui concerne le déploiement des troupes, voir PERRÉON, Stéphane, *L'armée en Bretagne au XVIII^e siècle. Institution militaire et*

un léger doute subsiste pour la partie bretonne du trajet, celle concernant l'Anjou et la Touraine montre clairement que les prisonniers suivent la route longeant la Loire, habituellement empruntée par les troupes françaises. D'Ingrandes, à la frontière entre Bretagne et Anjou, en effet, les prisonniers se rendent à Angers, où ils séjournent deux nuits et un jour, puis à Saint-Mathurin, à Saumur (séjour de deux nuits), La Chapelle-Blanche – de nos jours La Chapelle-sur-Loire –, Langeais, Tours (pour un nouveau séjour), Amboise et enfin Blois, leur destination finale (cf. figure)⁴⁸. Chaque étape est comprise entre 5 et 6 lieues : rien d'inhabituel, donc. En revanche, contrairement aux troupes françaises qui, lors de leurs marches à travers le royaume, reçoivent « l'étape » – le ministère ou les états provinciaux, comme en Bretagne, ayant conclu des baux avec des entrepreneurs disposant de représentants locaux dénommés étapiers –, les prisonniers doivent « vivre de leur solde » et payer les vivres nécessaires de gré à gré, comme l'explique l'intendant de Bretagne Le Bret à son homologue Lescalopier⁴⁹. Le Bret se fait encore plus explicite presque quatre ans plus tard lorsque le commissaire des guerres Morlat lui demande si les femmes accompagnant les prisonniers doivent bénéficier de l'étape :

« Il n'est pas question de faire fournir l'étape à ces prisonniers, ni par conséquent, à plus forte raison, aux femmes qui les suivent, et qui dans aucune circonstance ne pourroient l'avoir. Tous ces prisonniers doivent vivre de leur bourse pendant la route, en payant de gré à gré les denrées qui leur seront fournies, à l'exception du pain et de la paille qui leur seront fournis aux frais du Roy⁵⁰. »

Alors que le système des étapes visait à garantir un approvisionnement satisfaisant aux soldats en déplacement et à leur éviter de fastidieux marchandages au soir d'une journée de marche, les Britanniques captifs ne bénéficiaient donc pas de cette facilité, l'étaquier ne fournissant que le pain de munition, voire la paille. On n'a pas trace, néanmoins, de heurts entre prisonniers et marchands, qu'ils soient professionnels ou occasionnels, ce qui suggérerait des transactions paisibles, nonobstant la barrière de la langue⁵¹.

Bien plus que les déplacements des troupes françaises, à la mécanique bien réglée, le transfert des prisonniers de Saint-Cast entraîne une mobilisation administrative d'envergure dont il convient de préciser les principales étapes. Après que le secrétaire d'État a informé les intendants des pro-

société civile au temps de l'intendance et des États, Rennes, PUR, 2005, p. 54-55.

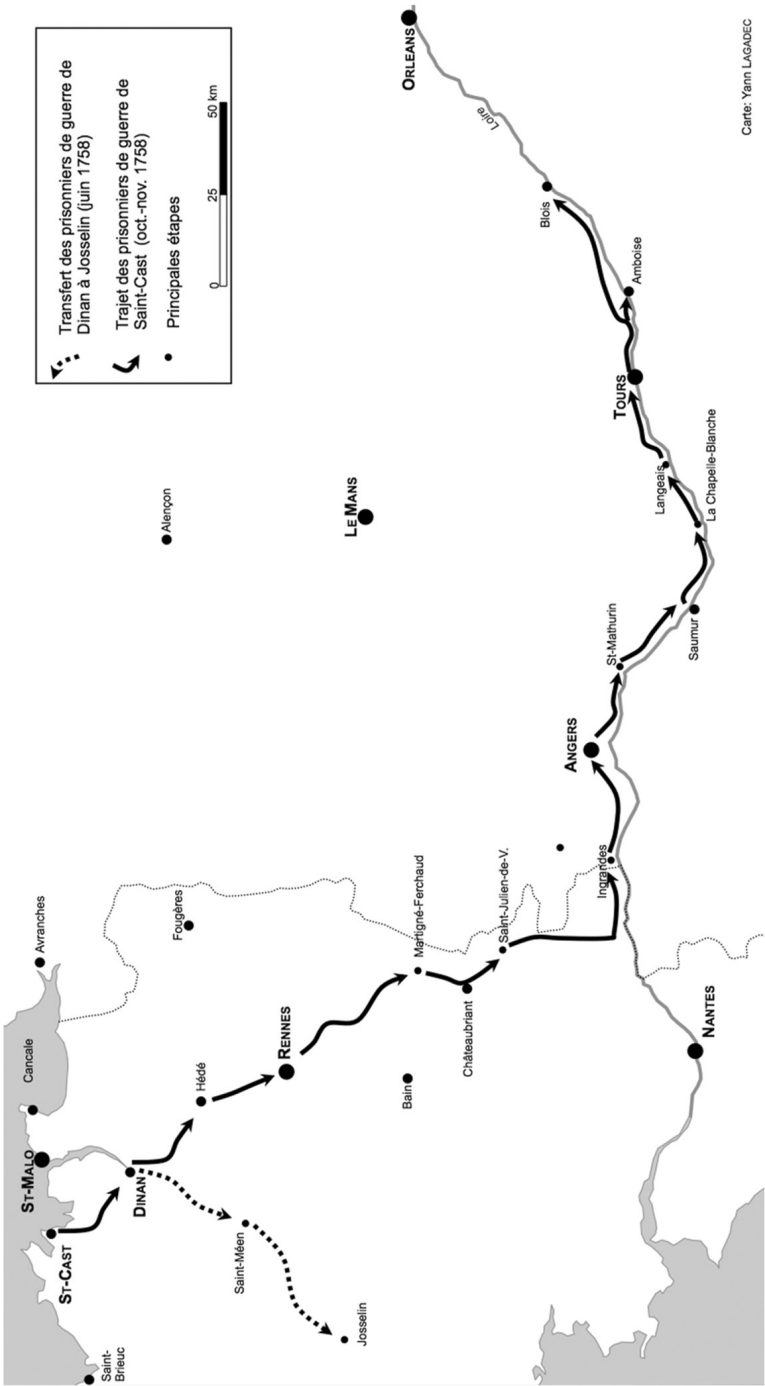
48. Arch. dép. d'Indre-et-Loire, C 284, « Extrait de la route que tiendront environ trois cens cinquante soldats anglois prisonniers de guerre... », sans date. Aucun document concernant la présence de ces hommes sur les bords de Loire n'a pu être découvert aux Archives municipales de Blois ou aux Archives départementales du Loir-et-Cher.

49. Arch. dép. d'Indre-et-Loire, C 284, lettre du 5 octobre 1758.

50. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, C 1090, lettre du 23 avril 1762.

51. Une lettre relative à plusieurs prisonniers hospitalisés à Angers précise qu'« ils n'entendent point la langue françoise » (Arch. dép. d'Indre-et-Loire, C 284, lettre d'un administrateur de l'hôtel-Dieu à l'intendant, 7 novembre 1758).

Le transfert des prisonniers depuis Dinan en 1758



vinces concernées, ces derniers avertissent tous les responsables des localités où séjourneront les prisonniers. Ainsi, les services de l'intendance de Tours envoient-ils à cet effet une missive aux maires, échevins ou syndics d'Ingrandes, Angers, Saint-Mathurin, Saumur, La Chapelle-Blanche, *etc.*⁵². À leur tour, ces notables locaux ou responsables paroissiaux écrivent à l'intendance après le passage des prisonniers pour obtenir le remboursement des frais engagés. C'est le cas, par exemple, des maire et échevins d'Amboise qui rédigent, environ trois mois plus tard, deux quittances attestant la fourniture de 235 bottes de paille, pour une valeur de 82 livres 5 sols, et de pain pour un total de 588 livres⁵³. N'oublions pas, non plus, la correspondance entre les autorités provinciales et la maréchaussée, chargée de l'escorte du convoi et prompte à réclamer les émoluments correspondant à cette mission relativement inhabituelle. L'opération de transfert de l'automne 1758 engendre une abondante correspondance, à la fois ascendante et descendante, entre les paroisses ou communautés, l'intendance et le ministère : les 90 documents conservés à Tours en témoignent. L'exemple de la petite paroisse de Saint-Mathurin, à l'est d'Angers, est de ce point de vue des plus révélateurs. Le 8 novembre 1758, l'étaquier fournit aux prisonniers de passage 30 bottes de paille et 60 rations de pain, le syndic établissant aussitôt une quittance envoyée à l'intendance de Tours⁵⁴. L'intendant écrit alors au ministre et au trésorier de l'Extraordinaire des guerres, qui reçoit des instructions le 9 janvier suivant et répond alors à Lescalopier qu'il va donner des instructions au trésorier local pour le remboursement des frais engagés :

« Je joins à la présente l'état détaillé desdites dépenses que je vous supplie de vouloir bien arrêter et en ordonner le paiement. Le trésorier de Tours auquel j'écris par cet ordinaire remettra les 1498 l. 15 s. 1 d. qui en font le montant à celui au nom duquel vous aurés fait expédier l'ordonnance. Je garde par devers moy les pièces qui y étoient jointes et que je ne crois pas vous être nécessaires pour arrêter l'état de cette dépense⁵⁵. »

Il est possible que les fournisseurs de Saint-Mathurin soient alors remboursés mais plus probable que le retard s'accumule car l'intendance envoie à Versailles, sans doute en février 1759, un « état de supplément de la dépense faite à l'occasion des passages des prisonniers de guerre anglois qui ont passé dans la généralité de Tours dans les mois d'octobre et novembre de l'année dernière 1758⁵⁶ ». Le trésorier, M. de Pange, avertit

52. Arch. dép. d'Indre-et-Loire, C 284, sans date (octobre 1758).

53. Arch. dép. d'Indre-et-Loire, C 284, quittances des 7 et 8 février 1759, envoyées à l'intendance.

54. Arch. dép. d'Indre-et-Loire, C 284, quittance du 8 novembre 1758.

55. Arch. dép. d'Indre-et-Loire, C 284, lettre du trésorier De Pange à Lescalopier, 18 janvier 1759.

56. Arch. dép. d'Indre-et-Loire, C 284, sans date [février 1759]. La patience des responsables locaux s'explique sans doute pour une part en raison de la date à laquelle le transfert des prisonniers s'est effectué : au début de l'automne, quelques semaines après les récoltes, il n'y a pas de pénurie ni de grande cherté, même si à cette date, en Anjou

alors le ministre et c'est seulement le 1^{er} mars que l'intendant Lescalopier peut rendre une ordonnance pour le remboursement ainsi rédigée : « Il est ordonné au sieur de Pange, trésorier de l'extraordinaire des guerres ou au sieur Rattier son commis près de nous de payer au syndic de ... la somme de⁵⁷... » Au mieux, l'étaquier et les autres fournisseurs de Saint-Mathurin sont par conséquent remboursés quatre mois après le passage des prisonniers, ce qui correspond effectivement aux délais habituels pour des dépenses militaires, des circonstances exceptionnelles, comme des descentes ennemies, pouvant d'ailleurs les allonger considérablement.

Le transfert de plusieurs centaines d'hommes potentiellement dangereux pose nombre d'autres problèmes matériels et logistiques, dont la garde des prisonniers n'est pas le moindre. Certes, des officiers et cavaliers de la maréchaussée escortent les Britanniques mais on ne peut qu'être frappé par la faiblesse des effectifs. Les 350 prisonniers ou environ formant le premier convoi ne sont ainsi surveillés que par un exempt et dix cavaliers, soit une moyenne d'un gardien, certes armé, pour une trentaine d'hommes qui, contrairement aux condamnés de la chaîne des forçats, ne sont aucunement entravés⁵⁸. Un autre groupe légèrement supérieur à 50 bénéficie d'une escorte de seulement deux cavaliers, la surveillance étant toutefois doublée lors de la traversée du bois du Foulou – sans doute Fouilloux –, entre Ingrandes et Angers, « de peur qu'il ne s'échapa quelque prisonniers⁵⁹ ». Certes, les maigres effectifs de la maréchaussée ne pouvaient guère fournir davantage, une brigade se composant généralement d'un officier ou bas-officier et de quatre cavaliers, les autorités comptant, dans ces conditions, sur la mobilisation d'une partie de la population pour assurer la garde des prisonniers : dans les villes qui en avaient une, la milice bourgeoise était mobilisée à cette fin, au moins pour assurer la surveillance pendant le séjour des prisonniers, mais parfois également pour les escorter. Duchesne, officier de la maréchaussée chargé de la conduite du premier convoi, qui a reçu ainsi tout pouvoir pour mobiliser les milices bourgeoises entre Rennes et Blois, dédaigne pourtant cette solution, compte tenu du bon comportement des Britanniques⁶⁰. Il ne peut cependant faire autrement

et Touraine, le prix des grains est globalement à la hausse depuis 1756. Cette situation plutôt favorable limite d'autant le risque d'incidents.

57. Arch. dép. d'Indre-et-Loire, C 284, ordonnance de l'intendant Lescalopier, 1^{er} mars 1759.

58. Arch. dép. d'Indre-et-Loire, C 284, « Extrait de la route que tiendront environ trois cens cinquante soldats anglois prisonniers de guerre pour se rendre à Blois, avec 18 ou 20 officiers de la même nation, escortés par un exempt et dix cavaliers de la maréchaussée ».

59. Arch. dép. d'Indre-et-Loire, C 284, lettre de Durocher, lieutenant de maréchaussée, 17 novembre 1758.

60. Arch. dép. d'Indre-et-Loire, C 284, lettre du 15 octobre 1758. L'officier explique que « cette troupe [de prisonniers] s'est très bien comportée jusqua présent de façon que je n'ay pas cru devoir me servir de l'escorte de milice bourgeoise que vous avez ordonné de me suivre d'un lieu à l'autre ce qui d'ailleurs auroit fait beaucoup de peine aux officiers qui ayant la liberté de suivre leurs troupes ou de la quitter m'ont prié de ne prendre d'autre escorte que celle des cavaliers de maréchaussée ».

le soir, en arrivant à l'étape. Ainsi, lorsque la troupe séjourne à Angers pendant deux nuits et une journée, 50 miliciens veillent sur elle et reçoivent de la viande de la part des autorités⁶¹. Dans les bourgs et villages toutefois, l'absence d'une telle troupe nécessite la mobilisation des habitants eux-mêmes, comme l'exigeaient les instructions envoyées aux maires et syndics de la généralité de Tours, leur enjoignant de « faire préparer de grandes maisons ou granges pour recevoir [les prisonniers] aux portes desquelles il sera mis des sentinelles pour les veiller et faire à ce sujet ce qui leur sera prescrit par les conducteurs de ces prisonniers⁶² ». De pareilles mesures relèvent d'une véritable tradition puisqu'au milieu du siècle précédent, déjà, une ordonnance royale, reproduisant elle-même des textes antérieurs, prescrivait aux responsables urbains et paroissiaux de fournir « le nombre d'habitants qu'il faudra, armés de mousquets tant pour faire la garde des prisons et autres lieux de leur logement que pour les escorter par les chemins en sorte qu'il ne s'en puisse évader aucun⁶³ ».

Cependant, plus que le transfert des prisonniers de Saint-Cast, qui ne concerne que quelques centaines d'hommes, celui survenu en juin 1758 illustre les limites du procédé, les communautés locales étant vite débordées et les gardiens improvisés souvent peu motivés, sans parler de leur quasi-absence de compétences militaires. Suite à la requête du gouverneur de Dinan, M. de La Bretonnière, le duc d'Aiguillon décide d'évacuer les 1 200 Britanniques retenus dans la ville, des marins pour la plupart, vers Josselin, petite ville nettement plus éloignée du littoral. Ne désirant probablement pas dégarnir les villes des environs de leurs miliciens, le commandant en chef envisage une solution originale pour « pourvoir à la sûreté des prisonniers anglois », celle d'« envoyer pour les garder les ouvriers de la mine de Pont-Péan⁶⁴ ». Dès le 10 juin, le subdélégué général Védier confirme avoir demandé au directeur de la mine de plomb argentifère située à une douzaine de kilomètres au sud de Rennes de « faire partir sur le champ les 300 hommes bien armés, avec du pain pour quatre jours et de les faire conduire directement à Saint-Méen, passant de la mine directement à Montfort, où j'ai donné ordre au maire et aux échevins de leur fournir un logement », comme il l'aurait fait pour n'importe quelle compagnie de troupes de lignes ou détachement de milice bourgeoise⁶⁵. Le directeur de la compagnie en charge de l'exploitation des mines de Pont-Péan, Danycan de l'Épine, descendant d'une célèbre famille de négociants malouins et « capitaine de dragons », comme il le précise après sa signature, s'étonne de cette requête pour le moins inhabituelle, craignant qu'elle « ne portât le préjudice le plus notable à nos travaux ». Et de conclure : « Je suis prêt à me

61. Arch. dép. d'Indre-et-Loire, C 284, dépenses à Angers, sans date.

62. Arch. dép. d'Indre-et-Loire, C 284, instructions de l'intendance, sans date.

63. Cité par CORVISIER, André, « Quelques aspects de la captivité militaire... », art. cit., p. 327.

64. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, C 1086, lettre du duc d'Aiguillon à l'intendant Le Bret, 9 juin 1758.

65. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, C 1086, lettre de Védier à l'intendant, 10 juin 1758.

dévouer ainsi que tout ce que je pourrai rassembler ici de gens de bonne volonté, au service de la Province, mais je vous avoue en même temps, Monsieur, que je désire que ce soit pour une expédition de guerre et qui puisse n'être pas de durée⁶⁶. » Informé de la réponse négative du directeur de la mine et confronté à l'urgence de la situation – les prisonniers ayant quitté Dinan dès le 8 juin –, le duc d'Aiguillon confie finalement leur escorte à 300 hommes de la milice bourgeoise de Rennes qui doivent rejoindre Saint-Méen, où se trouvent déjà les captifs, puis, par étapes, Josselin. Dans cette dernière ville, la mobilisation d'un nombre suffisant de gardiens pose d'indéniables difficultés. Le gouverneur de Dinan, venu se rendre compte par lui-même des capacités d'accueil du château, demande aux maire et échevins de « faire assembler les habitants et les faire trouver en armes le 12 à midi, pour l'arrivée des prisonniers⁶⁷ ». Comme le regrette cependant le maire, il n'a reçu « aucun ordre de faire venir d'ailleurs des habitants pour monter ici la garde avec les nôtres, qui en tout ne vont pas à 200 en état de porter les armes et qui n'ont peut-être pas 50 fusils en état de servir ». Et de s'inquiéter logiquement du fait que « 1 200 hommes se révoltant au vis-à-vis de 200 mal aguerris, Josselin risqueroit beaucoup ». On touche ici aux limites des milices urbaines, dont le caractère militaire s'est progressivement amoindri à partir du gouvernement personnel de Louis XIV. « Mal aguerris », les miliciens de Josselin le sont incontestablement, la dernière mobilisation remontant à 1746, lorsqu'une descente britannique menaçant Lorient avait entraîné l'envoi de nombreux détachements provenant de villes bretonnes⁶⁸. Quelques jours plus tard, le gouverneur de Josselin, qui vient de se faire refuser l'accès du château par le capitaine Jehanno, décrit des conditions de garde pour le moins laxistes, même s'il force peut-être le trait afin de discréditer les officiers de la milice, demandant à l'intendant « de décider si je dois comme gouverneur commander les gens commis à la garde des prisonniers, gens qui pour la plupart n'ont jamais servi⁶⁹ ». À l'en croire, les captifs britanniques « couchent dans la ville qui ne ferme point, et aux portes de laquelle on ne met point de sentinelle. Ils peuvent écrire et prévenir leurs compatriotes qui ne sont campés qu'à 15 lieues d'ici, qui pourroient aisément leur procurer des armes et les enlever ». Il ajoute : « La spectative de quelque argent qu'on tire d'eux fait à des bourgeois leur donner retraites sans gardes. Il ne faut pas les traiter durement, mais dans les circonstances présentes, les précautions et les sûretés me semblent

66. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, C 1086, lettre de Danycan de l'Épine à l'intendant, 10 juin 1758.

67. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, C 1086, lettre du maire Léon Le Normand à l'intendant, 12 juin 1758.

68. Pour un panorama des milices bourgeoises en Bretagne au XVIII^e siècle, voir PERRÉON, Stéphane, *L'armée en Bretagne...*, op. cit., p. 136-152, et, du même auteur, « D'un rôle militaire à une fonction sociale, les milices bourgeoises de Bretagne dans la seconde moitié du XVIII^e siècle », dans BIANCHI, Serge, DUPUY, Roger (dir.), *La Garde nationale, entre nation et peuple en armes. Mythes et réalités, 1789-1871*, Rennes, PUR, 2006, p. 95-109.

69. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, C 1086, lettre de Dubot-Talhouët de La Tertrie à l'intendant, 16 juin 1758.

nécessaires. » Il est possible que cette lettre ait entraîné une garde plus sévère des prisonniers mais, dans tous les cas, aucun événement fâcheux ne survint à Josselin.

D'une façon générale, malgré les craintes souvent exprimées, les prisonniers de guerre, qu'ils soient assignés dans une ville ou une forteresse ou qu'ils soient en cours de transfert, ne cherchent pas à se révolter. On chercherait en vain, du moins pour le XVIII^e siècle, des séditions les concernant, alors que les révoltes de prisonniers de droit commun, ainsi que celles de forçats de la chaîne rejoignant les bagnes, demeurent assez fréquentes et parfois meurtrières⁷⁰. La présence relativement fréquente de femmes, voire d'enfants, parmi les prisonniers constitue sans doute une première explication à leur comportement pacifique. Si cette présence n'est pas attestée pour ceux transférés de Dinan en Touraine, quatre ans plus tard, un convoi de 65 captifs se rendant de Dinan en Normandie comprend ainsi six femmes, épouses d'officiers et de simples soldats, ainsi que deux enfants⁷¹. D'ailleurs, si les escortes de la maréchaussée servent à prévenir d'éventuelles évasions, elles ont aussi pour objectif d'éviter le débauchage des prisonniers par des recruteurs peu scrupuleux agissant pour les régiments étrangers, et notamment irlandais, de l'armée royale : en 1762, le marquis de La Châtre, commandant à Saint-Malo, mobilise par exemple une brigade de maréchaussée entière « pour éviter que des officiers qui recrutent dans ces environs cy pour le régiment étranger de Dunkerque ne travaillent à débaucher quelques soldats⁷² ». Lors du transfert de l'automne 1758, le seul incident concerne la mise au cachot à Angers de trois soldats pour « insolence », c'est-à-dire refus d'obéissance à leurs propres officiers⁷³. Nulle trace, en revanche, de rébellion contre leurs gardiens ni de heurts avec des civils, comme cela arrivait parfois⁷⁴.

350 kilomètres environ séparant Dinan de Blois, on ne s'étonnera guère que plusieurs prisonniers ne puissent soutenir le rythme de cette longue marche et soient ainsi hospitalisés dans les hôtels-Dieu d'Angers et de Saumur, soit à un peu plus de la moitié du parcours total. Parmi les seize admis à Angers entre le 16 octobre et le 7 novembre, l'un – sans doute entré le 7 novembre, mais on ignore s'il s'agit de John Heers, Samuel

70. NICOLAS, Jean, *La rébellion française. Mouvements populaires et conscience sociale 1661-1789*, Paris, Seuil, 2002, p. 366-374. CORVISIER, André, « Quelques aspects de la captivité militaire... », *loc. cit.*, p. 334-335, signale que, pendant la guerre de Trente Ans, au contraire, se produisent plusieurs révoltes de prisonniers espagnols en marche et des victimes furent à déplorer.

71. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, C 1090, « Liste nom par nom et grades des prisonniers anglois des troupes de terre, et de quelques femmes, détenus dans le château de Dinan... », 26 avril 1762.

72. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, C 1090, lettre du 16 avril 1762.

73. Arch. dép. d'Indre-et-Loire, C 284, lettre de Peisson, lieutenant-colonel (de maréchaussée?) à Blois, 5 [novembre?] 1758.

74. À Tours, en 1779, on note quelques tensions, voire de rares incidents (BAUMIER, Béatrice, *Tours entre Lumières et Révolution. Pouvoir municipal et métamorphoses d'une ville (1764-1792)*, Rennes, PUR, 2007, p. 273-274).

Walkins ou Jean Hulet – souffre d'une blessure contractée à Saint-Cast près de deux mois plus tôt. En effet, selon un administrateur, il présente « une playe dans le haut de la cuisse gauche », ce qui nécessite une opération « pour retirer une balle qu'il y reçut à la journée de St-Cast⁷⁵ ». Cela témoigne, s'il en était besoin, des lacunes de la médecine de l'époque, nombre de blessés succombant des semaines, voire des mois plus tard. En revanche, les soins prodigués à l'hôtel-Dieu d'Angers se révèlent bénéfiques pour ces Britanniques puisque la plupart n'y restent qu'une vingtaine de jours : tous ceux admis le 16 octobre, à l'exception d'un seul, repartent le 8 novembre. Ne demeurent alors que six prisonniers, dont le plus atteint ; leur séjour dure et ils ne reprennent la route qu'en mars. En tout cas, selon nos sources, certes peut-être pas exhaustives, aucun prisonnier britannique ne décède dans les hôpitaux en cours de route, preuve que ces établissements ne sont pas forcément des mouiroirs, surtout pour des patients jeunes, endurants et bien nourris⁷⁶. En fait, la durée d'hospitalisation s'explique davantage par des raisons administratives que médicales. Pour les autorités françaises, il est en effet inconcevable de laisser partir un à un les prisonniers au fur et à mesure de leur rétablissement, ce qui nécessiterait une escorte coûteuse pour un ou deux hommes. On attend alors que le maximum de captifs soient aptes à reprendre la route : le 8 ou le 9 novembre 1758, ils sont ainsi 10 à quitter Angers. Quant aux six derniers, leur départ est conditionné à la convalescence de leur camarade opéré de la cuisse, ainsi qu'à l'octroi d'argent et de vêtements : « cinq sont en état de partir quant à la santé mais ils sont dénués et dépourvus d'argent, d'habillement, entre autres de souliers, de sorte qu'il paroît impossible qu'ils puissent faire quelque route » écrit un administrateur de l'hôtel-Dieu fin 1758 sans doute⁷⁷. Il faut donc attendre non seulement le rétablissement du blessé mais également l'envoi d'un pécule par un représentant de la couronne britannique, avant qu'une route ne parvienne à Angers pour les six retardataires... en mars 1759⁷⁸ ! Quant aux délais de remboursement pour les hôtels-Dieu d'Angers et de Saumur, ils sont du même ordre que pour les fournisseurs de pain et de paille. Versailles doit seulement préciser à l'intendant et aux administrateurs de ne pas limiter la dépense à la solde des Britanniques, comme cela se pratique pour les troupes françaises, qui paient moins dans les

75. Arch. dép. d'Indre-et-Loire, C 284, anonyme (sans doute Esnault, administrateur de l'hôtel-Dieu d'Angers), sans date.

76. GARNOT, Benoît, *Un déclin. Chartres au XVIII^e siècle*, Paris, CTHS, 1991, p. 164-170 fait les mêmes constatations pour l'hôtel-Dieu de Chartres, la durée moyenne de séjour étant de 22 jours. Les prisonniers de guerre sont finalement des patients comme les autres, du moins assimilables aux soldats et artisans : ils décèdent rarement dans les hôtels-Dieu, à la différence des journaliers.

77. Arch. dép. d'Indre-et-Loire, C 284, anonyme (sans doute Esnault, administrateur de l'hôtel-Dieu d'Angers), sans date.

78. Arch. dép. d'Indre-et-Loire, C 284, lettre de l'intendant de Tours à ses homologues d'Alençon, Paris, Rouen et Amiens, 23 mars 1759. Ils quittent finalement Angers le 26 mars, comme en atteste un état de dépense envoyé le 3 mai à Versailles par Lescalopier.

hôpitaux de charité, si bien qu'on leur facture la journée 14 sous au lieu des 10 habituels⁷⁹.

Les autorités doivent en effet prendre en charge la subsistance des prisonniers : nourriture et boisson, au premier chef, mais également éventuels soins médicaux et autres provisions indispensables. Dès le lendemain de la bataille, l'intendant Le Bret se préoccupe de ces questions et leur fait fournir des vivres par l'entrepreneur chargé de la subsistance des marins captifs, demandant toutefois des instructions à ce sujet au maréchal de Belle-Isle⁸⁰. Une semaine plus tard, un certain Le Chevalier signe un bail « pour la subsistance des soldats anglois prisonniers de guerre à Dinan⁸¹ ». Il s'engage à fournir quotidiennement à chaque captif « une livre et demie de pain ordinaire [et] une livre de bonne viande », à quoi s'ajoutent « une botte de paille de dix livres tous les dix jours [et] les barriques d'eau nécessaires ». Le traité précise en outre comme dernière obligation celle de « la soupe à faire tous les jours avec ladite livre de viande destinée à chaque soldat, avec légumes, poivre et sel, le tout pour dix sols pour chaque ration ». Assurément, l'intendant Le Bret se préoccupe du bien-être matériel des prisonniers – nonobstant leur entassement dans le vieux château de Dinan – puisque les soldats de l'infanterie française ne reçoivent qu'une demi-livre de viande par jour. C'est sans doute pourquoi il éprouve le besoin de se justifier auprès du ministre, dont il attend l'approbation :

« Je n'ay fait faire la fourniture jusqu'à présent que sur le pied d'une demie livre de viande par jour à chaque homme, ainsi qu'on le feroit aux troupes du Roy; c'est le seul changement que j'ay fait au traitement de la marine, jusqu'à ce que j'aye pû recevoir vos ordres; mais je pense qu'il sera indispensable d'établir à l'avenir cette fourniture sur le pied d'une livre de viande par jour et par homme, sans distinction de vendredis, parce que les prisonniers en questions paroissent le désirer et qu'en effet les Anglois sont accoutumés à manger beaucoup plus de viande que les François⁸². »

Alors que les Britanniques retenus à Dinan ne boivent que de l'eau, au péril de leur santé, il ajoute :

« Je vous prie de vouloir bien me mander si, indépendamment de leur subsistance, telle que j'ay l'honneur de vous la proposer, vous désirez qu'il leur soit payé quelque chose en argent sur cette solde pour leur tenir lieu de boisson; cela se pratique pour les prisonniers de marine, auxquels on fait payer un sol par jour dans cette vue. »

La réponse du maréchal de Belle-Isle refroidit probablement l'enthousiasme de l'intendant de Bretagne. En effet, le secrétaire d'État lui demande de se concerter avec le duc d'Aiguillon pour les dépenses inhérentes aux prisonniers et lui enjoint de limiter ces dernières, quitte à dégrader consi-

79. Arch. dép. d'Indre-et-Loire, C 284, lettre de Crémilles à Lescapier, 17 mars 1759.

80. SHD/DAT, A¹ 3505, n° 308, lettre du 12 septembre 1758.

81. SHD/DAT, A¹ 3505, n° 328, traité signé le 18 septembre 1758.

82. SHD/DAT, A¹ 3505, n° 330, lettre de Le Bret au maréchal de Belle-Isle, 18 septembre 1758.

dérablement les conditions de vie des captifs, puisqu'il assure qu'on ne doit leur fournir que du pain et de l'eau « que l'humanité exige que nous leur fournissions seulement (car c'est ainsi qu'ils usent en Angleterre avec les nôtres)⁸³ ». Malgré des sources très parcellaires, les prisonniers espagnols de la guerre de Trente Ans paraissent mieux nourris, recevant – en théorie – au moins du pain, de la bière et du fromage⁸⁴. On aurait tort d'en déduire une détérioration des conditions matérielles des prisonniers de guerre en un siècle tant les consignes du ministre paraissent conjoncturelles. D'ailleurs, plus que par une éventuelle volonté de représailles contre les mauvais traitements subis par les marins français en captivité outre-Manche, elles s'expliquent surtout par des raisons financières. Les éventuelles dépenses supplémentaires sont, en effet, soumises aux engagements pris par Lord Frederick Cavendish, aristocrate capturé à Saint-Cast et bientôt libéré sur parole, après d'intenses négociations avec le duc d'Aiguillon.

Le fait illustre combien l'analyse à l'échelle locale ou, tout au plus, provinciale, du transfert des Britanniques vers le Blésois ne doit pas faire perdre de vue que la question des prisonniers de guerre est aussi internationale, comme le démontre la correspondance administrative « ordinaire » ; il faut toujours, en fin de compte, « se faire rembourser par les Anglois ».

La captivité, un enjeu diplomatique entre France et Grande-Bretagne

Avant de devenir un enjeu diplomatique, au cœur des discussions entre gouvernements, les prisonniers sont une question relevant de la responsabilité des chefs militaires en charge des opérations sur le terrain. Ainsi, Howe, Bligh mais aussi le prince Edward tentent-ils, sans doute dans une demande transmise dès le 13, voire le 12, septembre 1758, alors que la flotte britannique croise encore au large de Saint-Cast, d'obtenir du duc d'Aiguillon la libération sur parole de Lord Cavendish. Si la réponse du commandant en chef est alors négative, celui-ci avait, semble-t-il, permis, le 21 juin, à en croire le récit du *sergeant* John Porter, des *Welsh Fusiliers*, la libération de « 5 prisonniers qui étaient restés fourrager trop longtemps » en échange de cinq prisonniers français⁸⁵. Très vite cependant – et plus encore dans le cadre de ces opérations amphibies, en raison du retrait de la flotte de débarquement, que lors des opérations terrestres –, le sort des captifs, leur éventuel échange ou libération échappent aux chefs militaires.

83. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, C 1086, lettre du maréchal de Belle-Isle à Le Bret, 25 septembre 1758. Sur cette question de « l'humanité » du traitement dû aux prisonniers et des usages politiques de « l'inhumanité », voir MORIEUX, Renaud, « Patriotisme humanitaire et prisonniers de guerre en France et en Grande-Bretagne pendant la Révolution française et l'Empire », dans BOURQUIN, Laurent, HAMON, Philippe, HUGON, Alain, LAGADEC, Yann (dir.), *La politique par les armes. Conflits internationaux et politisation (XV^e-XIX^e siècle)*, Rennes, PUR, 2014, p. 299-314.

84. CORVISIER, André, « Quelques aspects de la captivité militaire... », art. cit., p. 346-347.

85. PORTER, John (Sergeant), « An Account by an Eyewitness of the Expedition against St. Malo in May and June 1758 », *Royal United Service Institution Journal*, 1914, 58, janvier/juin, p. 761.

Il semble que des négociations aient été engagées très tôt entre les deux pays, en raison notamment de la qualité – bien plus que de la quantité – de certains captifs. Ainsi le principal d'entre eux, Lord Cavendish, est-il libéré dès la mi-octobre 1758, sans doute dans le but de faciliter la négociation d'un échange plus large de prisonniers⁸⁶. C'est en tout cas ce que laisse entendre le maréchal de Belle-Isle, ministre de la guerre, lui-même ancien prisonnier⁸⁷, dans une lettre du 25 septembre à l'intendant de Bretagne : il y renvoie le commissaire départi vers le duc d'Aiguillon « pour que vous concertiez ensemble tous les articles des dépenses des prisonniers anglois de l'affaire du 11, conformément à l'engagement que *milord* Cavendish prendra par écrit avec M. le duc d'Aiguillon avant de repasser en Angleterre (ainsy que le roi le trouve bon)⁸⁸ ». Il précise plus loin que le duc « fera voir à *milord* Cavendish les états et soumissions différentes que vous avez fait faire; ce sera à lui à décider s'il veut s'engager à en faire faire le remboursement sur le pied qui y est porté ». La négociation, à peine entamée, s'annonce en effet difficile, la France souhaitant ne rien lâcher. « L'engagement » que Lord Cavendish prendra doit se faire « par écrit », ainsi que le stipule le maréchal de Belle-Isle, fort prudent sur ce point. Il concernera le remboursement de toutes les dépenses faites pour les prisonniers en plus du pain et de l'eau car il est hors de question, en effet, d'en faire plus dans les conditions, bien peu favorables, qui sont alors celles de la France, moins pénalisée d'ailleurs par le nombre de ses captifs des « troupes de terre » que par celui des marins, véritable enjeu stratégique dans le cadre d'une guerre mondiale par certains aspects, nécessitant donc la mise en œuvre d'une marine aussi puissante que possible, tant par le nombre de ses vaisseaux que par celui des marins aptes à les faire manœuvrer⁸⁹. Et le ministre de conclure :

« D'après ce que vous dira M. le duc d'Aiguillon que *milord* Cawendish s'engagera à faire rembourser au-delà, à la bonne heure, vous leur en ferez faire l'avance, mais jusque là ne leur faite rien donner de plus, c'est-à-dire

86. Sur ces négociations, voir LA CONDAMINE, Pierre de, *L'épopée de la Bretagne. Un jour d'été à Saint-Cast*, Guérande, Le bateau qui vire, 1977, p. 119-123.

87. Le maréchal de Belle-Isle, capturé en décembre 1744 à Elbingrode, village du Hanovre, avait été transféré en Angleterre et pris en charge par le général Alexander Dury qui commande l'une des brigades britanniques lors des opérations amphibies de l'été 1758 avant d'être tué sur la plage de Saint-Cast. Les deux hommes semblent avoir entretenu une correspondance régulière suite à cette expérience captive : les archives du *National Army Museum*, à Londres, conservent ainsi au moins sept lettres échangées entre octobre 1746 et le printemps 1758 – en pleine guerre donc – par les deux hommes (NAM, 1986-12-38/49, 51, 55, 61, 67 et 99-108).

88. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, C 1086, lettre du 25 septembre 1758 du maréchal de Belle-Isle à l'intendant de Bretagne.

89. Sur ces questions, LE GOFF, Timothy J. A., « L'impact des prises effectuées par les Anglais sur la capacité en hommes de la marine française au XVIII^e siècle », dans *Les marines de guerre européennes, XVII^e-XVIII^e siècles*, Paris, Presses universitaires de Paris-Sorbonne, 1985, p. 103-122 et CHALINE, Olivier, « Les Cardinaux (1759) : défaite française, défaite bretonne », *Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne*, 2009, p. 185-196.

ni solde, ni viande, ni habillement, autre que des sarraus les plus simples à ceux qui se trouvent tout nuds. »

En cela, la France se plie aux pratiques du temps. Il n'existe pas alors, bien évidemment, de texte à portée générale régissant le sort des prisonniers de guerre. Des cartels ont bien été passés pendant le conflit précédent, la guerre de Succession d'Autriche, mais ils n'ont plus cours en 1758. Les grands principes du droit des gens affirmés par le juriste Grotius dès la première moitié du XVII^e siècle dans son *De jure belli ac pacis* et la lente définition d'un *jus in bello* – le « droit dans la guerre », concernant plus particulièrement le sort des soldats blessés, des prisonniers, mais aussi des civils ou des biens –, offrant un corps de règles autonomes à côté du *jus ad bellum* – le droit à la guerre –, participent d'ailleurs de la fixation d'un certain nombre de pratiques dont témoignent l'accueil réservé aux officiers prisonniers à Saint-Malo ou à Rennes, la prise en charge des blessés britanniques, mais aussi la demande par certains de ceux qui furent soignés à l'hôtel-Dieu d'Angers de s'adresser en leur nom « à quelques commissaires de troupes anglaises, qu'ils disent devoir être à Paris comme ils ont connoissance qu'il y en a un à Londres pour les troupes françaises », afin d'obtenir d'eux qu'ils prennent en charge les frais inhérents à leur hospitalisation⁹⁰. Chaque denier dépensé en France pour les prisonniers doit ainsi faire l'objet d'un remboursement de la part de la Grande-Bretagne ; dans l'immédiat cependant, le but recherché est bien de conserver le moins possible les captifs, le temps en fait d'en avoir suffisamment pour les échanger contre ses propres prisonniers. Dès le 20 septembre d'ailleurs, dans une lettre à son frère, un officier retenu à Saint-Malo précise que, « selon les apparences, nous ne resterons pas ici très longtemps⁹¹ ».

Un accord fut-il trouvé entre les deux belligérants par le biais de Lord Cavendish ? La chose est vraisemblable, ainsi que le laisse supposer la libération finalement assez rapide d'un nombre non négligeable – mais difficile à estimer précisément – des prisonniers de Saint-Cast. La plupart d'entre eux rejoignent en effet l'Angleterre au cours des mois de décembre 1758 et janvier 1759. Dans son numéro de décembre 1758 par exemple, le *London Magazine* signale, à la date du 20, que les « *captains* Maplesden, Pastin et Elphinstone, de la *Navy*, faits prisonniers dans la baie de Saint-Cas, ont été présentés à Sa Majesté et accueillis par une réception des plus gracieuses⁹² ». Et de préciser que « les prisonniers anglais, pris à Saint-Cas, sont arrivés de France à Douvres » le même jour. Pas tous cependant. En effet, certains ont pu s'engager au service de la France, même si la démarche reste marginale dans le cas présent⁹³. D'autres, plus nombreux, sont

90. Arch. dép. d'Indre-et-Loire, C 284, copie de l'ordre du sieur Thomas Grant, officier anglais, 7 novembre 1758.

91. *Whitehall Evening Post*, 19/21 octobre 1758.

92. *London Magazine*, décembre 1758, p. 649.

93. D'après CORVISIER, André, *L'armée française de la fin du XVIII^e siècle au Ministère Choiseul. Le soldat*, Paris, Publications de la faculté des Lettres et sciences humaines de

encore en France à cette date. Ainsi, comme l'ont montré les méticuleuses recherches d'A. Cormack et A. Jones, sur les 32 prisonniers du 30th Foot, le régiment du caporal Todd, 30 regagnent la Grande-Bretagne dès ce mois de décembre ; mais un prisonnier au moins demeure en France pendant plusieurs mois encore, sans même parler de l'enseigne Round, mort en captivité des suites de ses blessures⁹⁴. Quant aux *guards* des 1st Coldstream et 3rd Guards regiments, si certains ont bien retrouvé l'Angleterre par Douvres le 16 décembre, avec ordre de rejoindre leur unité à Londres sans tarder, d'autres ne débarquent à Portsmouth que le 13 janvier 1759 en provenance de Saint-Malo⁹⁵. Deux semaines plus tard, le 26 janvier, le maire de la cité bretonne signale encore la présence de « bâtiments anglais parlementaires qui sont dans notre rade⁹⁶ ». Le même courrier évoque une « quantité prodigieuse de malades que ces mêmes bâtiments nous ont amenés depuis deux jours » en provenance des prisons d'Angleterre, des malades qui « ne laissent aucun vide dans cette maison », sans doute l'hôtel de ville. Plus loin, il précise que « huit soldats anglais seront renvoyés chez eux en tant que parlementaires sur un des paquebots anglais dès qu'ils auront été lavés et parfumés ». Ces huit soldats et ceux de Saint-Cast libérés dans les semaines précédentes constituaient-ils une sorte de gage dans une négociation plus large alors en cours ? La chose est possible ; rien ne permet de l'assurer cependant, les échanges de prisonniers se faisant régulièrement à partir de Saint-Malo depuis le début du conflit : ainsi, pour en rester à cette seule année 1758, le *Tavignon*, terre-neuvier de 180 tonneaux servant de paquebot, quitte le port breton le 13 mars avec des prisonniers britanniques et des vivres en direction de Plymouth, en revenant le 21 avril avec des passagers, probablement des marins français libérés⁹⁷.

La convention de l'Écluse n'en est pas moins signée quelques semaines après la libération de la plupart des captifs de Saint-Cast, le 6 février 1759⁹⁸.

Paris, 1964, p. 272, un officier suggéra dans une lettre à Belle-Isle en date du 9 octobre 1758 de chercher des recrues pour les régiments irlandais au service de la France parmi les captifs de Saint-Cast. L'on ne trouve aucune trace de l'engagement de certains de ces prisonniers, au contraire de quelques Britanniques capturés lors de la descente contre Cherbourg, en août 1758, qui rejoignent le régiment de Clare (HIPPEAU, Célestin, *Le gouvernement de Normandie...*, op. cit., vol. I, p. 46). Il est vrai que ce régiment est alors cantonné en Normandie, ce qui facilite sans doute cet engagement.

94. TODD, corporal William, *The Journal...*, op. cit., p. 293.

95. MACKINNON, Daniel, *Origin and Services of the Coldstream Guards*, Londres, R. Bentley, 1833, Volume 2, p. 436.

96. Lettres du maire de Saint-Malo, Le Fer de Chanteloup, 1759, citées par GAUSSEN, G., *Saint-Malo et la mer en 1759*, DES d'histoire, Rennes 2, 1967, p. 93.

97. Cité par LE BERRE, Michelle, *Les activités du port de Saint-Malo en 1758*, DES d'histoire, Rennes 2, 1967, p. 68. Sur cette question des échanges de prisonniers, voir, de manière plus générale, LAGADEC, Yann, LE PRAT, Youenn et PERRÉON, Stéphane, « Un aspect des relations trans-Manche : les échanges de prisonniers de guerre depuis la Bretagne pendant la Seconde guerre de Cent Ans (1689-1815) » *Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne*, 2013, p. 257-284.

98. Sur ce texte, SAVORY, Reginald, « The Convention of Écluse, 1759-62 : the Treatment of Sick and Wounded, Prisoners of War, and Deserters of the British and French Armies

Cet accord diplomatique, qui ne concerne que les « troupes de terre » est l'un des quatre cartels signés au cours de la guerre de Sept Ans : trois concernent la Prusse et ses ennemis – Hadmersleben avec l'Autriche le 19 octobre 1757, Bütow avec la Russie le 15 août 1759, Brandenburg le 7 septembre 1759 avec la France –, sans doute plus prompte à négocier en raison de sa situation stratégique, le dernier étant donc passé entre la France et la Grande-Bretagne. Sa mise en pratique ne concerne sans doute que marginalement les prisonniers faits sur les côtes de Bretagne à l'été 1758. Certes, le 23 mars 1759, dans une lettre à l'intendant de Bretagne, Le Fer de Chanteloup, maire de Saint-Malo, évoque l'envoi d'une « liste des 14 soldats anglois, faits prisonniers à la bataille de Saint-Cast qui m'ont été envoyés de Dinan par Monsieur Macé et que j'ai fait embarquer sur le bâtiment anglois parlementaire *La Duchesse d'Hamilton* », sans doute des blessés⁹⁹. Certes, plusieurs documents émanant de l'intendance de Touraine évoquent le transfert depuis Angers jusqu'à Calais de six prisonniers, escortés par un cavalier de la maréchaussée, blessés ou malades, restés en arrière de la colonne partie de Bretagne vers la vallée de la Loire au mois d'octobre précédent : il y est question, entre autres, de pièces justificatives des dépenses de ces prisonniers à transmettre afin de les « faire passer à M. Cappe, commissaire ordonnateur employé à Ostende, chargé de suivre l'exécution du cartel avec un commissaire anglais qui doit y arriver le 10 avril¹⁰⁰ ». En revanche – et même si les prisonniers d'Angers sont escortés vers Calais –, la multiplication des échanges va mobiliser les ports bretons, au premier rang desquels Saint-Malo. Là, les mois de mars, avril et mai 1759 sont marqués par l'arrivée de huit navires provenant de Plymouth, Bristol, Guernesey et Kinsale transportant au moins 1 630 prisonniers français – les données manquent pour deux navires – libérés par les Britanniques¹⁰¹. Ces navires « parlementaires », disposant en cela d'une protection reconnue par les différents belligérants, sont de tailles très variables : à côté du *Friend Which*, de Plymouth, de quelque 80 tonneaux, avec 240 prisonniers à son bord, l'on en trouve de plus de 350 tonneaux – ainsi la *Duchess of Hamilton* de Plymouth ou la *Charming Polly*, de Bristol, jaugeant respectivement 380 et 350 tonneaux, transportant 605 et 412 personnes.

Les administrations locales, provinciales, nationales se trouvent alors presque aussi dépourvues que quelques mois auparavant pour gérer cet afflux massif de soldats, français cette fois, et non plus britanniques. Dès le 30 mars, le marquis de La Châtre, dans une lettre à l'intendant, évoque

During the Seven Years War », *Journal of the Society for Army Historical Research*, 1964, 42, p. 68-77.

99. Lettres du maire de Saint-Malo, Le Fer de Chanteloup, 1759, cité par GAUSSEN, G., *Saint-Malo et la mer...*, op. cit., p. 93.

100. Arch. dép. d'Indre-et-Loire, C 284, lettre du maréchal de Belle-Isle à Lescapier, intendant de Tours, 31 mars 1759.

101. Lettres du maire de Saint-Malo, Le Fer de Chanteloup, 1759, cité par GAUSSEN, G., *Saint-Malo et la mer...*, op. cit., p. 196-197.

« l'état misérable où sont arrivés les soldats [du régiment] de Cambis qui n'ont ny chemises ny souliers », ce à quoi doit pourvoir le subdélégué de Dinan, les prisonniers français tout juste revenus d'Angleterre remplaçant dans la ville les captifs britanniques¹⁰². M. de Montigny, maire de Fougères, se plaint quant à lui, le 25 avril, des difficultés qu'il éprouve à caserner « depuis un mois ou environ [...] 160 volontaires venant des prisons d'Angleterre, qui sont logés chez l'habitant », d'autant que « le 20 de ce mois, il en est encore arrivé 15 et qu'on en attend 120 la semaine prochaine », près de 300 hommes au total donc, en plus de la garnison qu'accueille de manière habituelle la petite ville¹⁰³.

Il faut, ici comme ailleurs, plusieurs semaines pour résoudre les différents problèmes – notamment par l'envoi des hommes du 2nd bataillon du régiment des Volontaires-Étrangers de Fougères à Dunkerque –, illustrant combien, finalement, l'administration française, à tous les niveaux, plutôt efficace en temps normal, peine à faire face aux situations exceptionnelles.



On l'aura compris : la question de la captivité de guerre, fut-ce à l'échelle d'une – bien modeste – bataille, celle livrée le 11 septembre 1758 dans les dunes de Saint-Cast, dépasse de beaucoup la seule « histoire-bataille ». Elle offre en effet un terrain d'observation privilégié – car pour une part décalé – des mécanismes du fonctionnement des rouages de l'État, du monarque ou de ses ministres au syndic du moindre village, permettant entre autres d'en mesurer et l'efficacité relative, et les nombreuses limites dès lors que l'urgence, la pression des événements, le nombre de prisonniers à prendre en charge impliquent de sortir de l'ordinaire de la guerre. En ce XVIII^e siècle, cette histoire est devenue pour une large part globale : le sort des prisonniers britanniques capturés sur la plage de Saint-Cast est non seulement lié à celui des soldats français tombés aux mains de l'ennemi sur les champs de bataille du Saint-Empire au même moment, mais aussi à celui des combattants des régiments de Cambis et de Volontaires-Étrangers pris à Louisbourg, au large des côtes de Nouvelle-France, en juillet 1758. Et si les marins – notamment ceux des navires corsaires – sont exclus des négociations qui se concluent par la signature du cartel de l'Écluse en février 1759, le sujet n'est pas sans importance dans les ports de Bretagne, à commencer par ceux des environs de Saint-Malo, dévastés par les opérations britanniques de juin et septembre 1758. En cela, cette question de la captivité de guerre est aussi et surtout un moyen de réinterroger les relations internationales à hauteur d'homme, non pas tant du point de vue des diplomates non plus que des ministres ou des monarques, que de celui des simples soldats dès lors que les archives permettent de les saisir.

102. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, C 1091, lettres du marquis de La Châtre et de Macé, subdélégué, 30 mars et 16 avril 1759. Ces hommes du régiment de Cambis avaient été capturés à Louisbourg au mois de juin 1758.

103. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, C 3815, registres de la commission intermédiaire des états, délibération du 25 avril 1759.

Du local au global, de l'expérience individuelle aux enjeux géostratégiques, les prisonniers illustrent de manière plus large tout l'intérêt des jeux d'échelles pour saisir, de manière plus fine, des réalités plus complexes qu'il n'y paraît souvent.

RÉSUMÉ

À l'issue de la bataille de Saint-Cast (11 septembre 1758), plusieurs centaines de soldats britanniques sont faits prisonniers. Cet épisode – certes modeste au regard de la guerre de Sept Ans – permet d'appréhender à plusieurs échelles la captivité de guerre au siècle des Lumières. Il s'agit d'abord, pour les prisonniers, d'une expérience individuelle, inévitablement différente d'un militaire à un autre, de la capture à la captivité proprement dite. Sans surprise, compte tenu de la hiérarchie sociale marquée qui prévaut alors, simples soldats et officiers connaissent des conditions bien différentes. De leur côté, les autorités françaises voient ces prisonniers comme un problème logistique et administratif. Ainsi, l'étude de leur transfert en Blésois, grâce à de « nouvelles » sources, montre une mobilisation d'envergure qui concerne les subdélégués de l'intendant, les maires des villes traversées et même les syndics de modestes bourgades. Enfin, la question des prisonniers de guerre entraîne nécessairement des négociations diplomatiques avec, notamment, la signature de cartels d'échange qui conduisent à la libération de ces captifs.

ABSTRACT

At the end of the battle of Saint-Cast (11 September 1758), hundreds of British soldiers were taken prisoner. Although this event is secondary in the Seven Years' War, it allows us to examine on several levels the captivity of war in the Enlightenment. For the prisoners, it was, first and foremost, an individual experience – differing from one soldier to the next, from capture to captivity proper. Not surprisingly, the marked social hierarchy of the eighteenth century helps explain why simple soldiers and officers experienced very different conditions. For their part, the French authorities saw these prisoners as a logistical and administrative problem. Thus, the study of their transfer to Touraine, thanks to "new" sources, shows a large-scale mobilisation which involved the subdelegates of the intendant, the mayors of the towns crossed, and even the syndics of modest villages. Finally, the question of prisoners of war necessarily entails diplomatic negotiations with, in particular, the signing of cartels of exchange which led to the release of these captives.